

M|e|s|u|r|e.

Prenez notre temps.

AU SOMMAIRE

- 02 Lueurs — trois faits qui éclairent la semaine
- 03 L'essentiel du monde — Hongrie, Ebola, Afrique du Sud, Lettonie
- 04 À nos portes — fin de vie, fraudes sociales, CBD
- 05 Comment va la planète — PFAS à l'ONU, climat et conflits
- 06 Sciences & idées — SOPK rebaptisé, nagatitan thaïlandais
- 07 Culture I — La séquence Bolloré, et la riposte
- 08 Culture II — Cannes en compétition, Eurovision politique
- 09 Sport & exploits — Venus Williams, Mbappé
- 10 L'analyse — Resserrement.
- 12 La Mesure de la semaine

À LA UNE DE CE NUMÉRO

Resserrement.

Pour la finale de la Coupe du monde 2026, les meilleures places coûtent 33 fois plus qu'en 2014. Dans l'énergie, l'accès à la transition coûte 10 000, 15 000, 50 000 euros. Ce que les économistes mesurent en inégalité, ce que les sociologues décrivent en exclusion, est en réalité un mouvement. Mesure propose un mot qu'il faudrait peut-être réhabiliter pour penser notre époque.

— pages 10-11

Lueurs

Trois faits qui éclairent la semaine.

A. Le Baduanjin, médecine chinoise validée contre l'hypertension

Le 11 mai 2026, le Journal of the American College of Cardiology publie dans son édition imprimée les résultats d'un essai clinique multicentrique sur le Baduanjin, un exercice traditionnel chinois vieux de 800 ans. Conduit par le National Center for Cardiovascular Diseases de Pékin auprès de 216 adultes atteints d'hypertension stade 1, l'essai randomisé montre que cinq séances hebdomadaires de dix minutes réduisent la pression artérielle systolique mesurée sur 24 heures d'environ 3 mmHg, soit autant que la marche rapide quotidienne — et autant que certains traitements antihypertenseurs de première intention. Le Baduanjin, ou « Huit Brocards », combine huit mouvements lents, respiration profonde et méditation. Aucun équipement, aucune salle. Selon le D^r Jing Li, auteur senior de l'étude, l'intervention est simple, sûre, et potentiellement déployable pour des centaines de millions de personnes.

Sources — *Journal of the American College of Cardiology*, vol. 87(12), 1436 ; *American College of Cardiology*, communiqué du 11 mai 2026.

B. Le Grand Prix du Concours Lépine 2026 va à un aspirateur d'océans

Le 10 mai 2026, le palmarès de la 125^e édition du Concours Lépine International Paris a été annoncé Porte de Versailles. Le Grand Prix — prix du président de la République — a été décerné à Alan Mario D'Alfonso Peral pour « Mr Turbino », un robot aspirateur océanique capable de collecter les microplastiques sans nuire à la vie marine grâce à un vortex à basse pression. L'édition a accueilli 250 inventions et plus de 400 000 visiteurs. Créé en 1901 par le préfet de police Louis Lépine, le concours a primé au fil de son histoire le stylo à bille, la tondeuse à gazon, le presse-purée. Cette année, l'ingéniosité française récompensée vise le nettoyage du vivant marin.

Sources — *Concours Lépine International Paris*, palmarès du 10 mai 2026 ; *Foire de Paris*.

C. L'aciérie de Völklingen, capitale mondiale de l'art urbain

Le samedi 9 mai 2026, à Völklingen en Sarre allemande, s'est ouverte la Biennale d'art urbain 2026 dans l'ancienne aciérie sidérurgique inscrite au patrimoine mondial de l'UNESCO depuis 1994 — seule usine sidérurgique entièrement préservée au monde de l'apogée de l'industrialisation. 55 artistes venus de 17 pays sur trois continents y exposent jusqu'au 15 novembre. L'édition recentrée sur le site donne à voir des œuvres conçues in situ — dont, dans une halle où tournaient les fours, une camionnette et des objets du quotidien recouverts d'une cendre fossile par l'artiste Tomas Lacque. La halle qui fut l'enfer accueille désormais le travail de Mosa, Tomek, Boris Tellegen et d'autres. Coopération transfrontalière France-Allemagne-Belgique-Luxembourg.

Sources — *Weltkulturerbe Völklinger Hütte*, communiqué d'ouverture ; *Saarländischer Rundfunk* ; *Euronews*.

L'essentiel du monde

Quatre actualités internationales de la semaine.

A. Hongrie, Bruxelles : la chute du veto

Le 9 mai 2026, Péter Magyar a prêté serment comme Premier ministre hongrois — 140 voix pour, 54 contre, une abstention — mettant fin à seize ans de pouvoir illibéral à Budapest. Son parti, Tisza, détient 141 sièges sur 199. Viktor Orbán, le sortant, n'a pas pris la parole au Parlement — première rupture protocolaire en 36 ans. Quarante-huit heures plus tard, le 11 mai à Bruxelles, les 27 ministres des Affaires étrangères de l'Union européenne ont adopté à l'unanimité un train de sanctions contre trois colons israéliens, quatre organisations de colonisation et plusieurs responsables du Hamas. Le veto hongrois, qui bloquait ce dossier depuis des mois, est tombé avec le gouvernement qui l'imposait. « Il était temps de passer de l'impasse à l'action », a déclaré Kaja Kallas, chef de la diplomatie européenne. Le premier acte international du nouvel exécutif hongrois aura été de débloquent l'Europe.

Sources — Parlement hongrois, scrutin du 9 mai 2026 ; Conseil de l'Union européenne, communiqué du 11 mai ; Haaretz, Euronews, Al Jazeera.

B. Ebola — une souche sans vaccin

Le 15 mai 2026, l'agence Africa CDC a déclaré officiellement une nouvelle épidémie d'Ebola dans la province de l'Ituri, à l'est de la République démocratique du Congo. C'est la 17^e depuis 1976. Mais cette fois, la souche identifiée est Bundibugyo, et non Zaire — ce qui signifie que les vaccins existants, développés pour la souche Zaire, n'opèrent pas. Au 16 mai, le bilan provisoire est de 88 morts, 336 cas suspects, 11 cas confirmés en laboratoire. Un homme congolais est mort à Kampala, en Ouganda, le 14 mai après avoir voyagé symptomatique en transport public ; un cas est confirmé dans la capitale Kinshasa, à mille kilomètres du foyer. Selon l'Imperial College de Londres, l'épidémie circulait probablement depuis plusieurs semaines avant détection — l'épidémiologiste Jennifer Nuzzo, citée par Reuters, attribue ce retard aux coupes dans les programmes internationaux de santé publique.

Sources — Africa CDC, communiqué du 15 mai 2026 ; OMS ; Reuters ; Imperial College London.

C. Afrique du Sud — sept pays africains rappellent leurs ressortissants

Le 11 mai 2026, le président Cyril Ramaphosa a publié une lettre ouverte condamnant les violences xénophobes qui secouent l'Afrique du Sud depuis plusieurs semaines : « il n'y a pas de place en Afrique du Sud pour la xénophobie ». Le même gouvernement annonçait en parallèle un durcissement migratoire — 10 000 inspecteurs et intensification des expulsions. La séquence se déroule à six mois des élections locales. Sept pays africains — Nigeria, Ghana, Kenya, Mali, Lesotho, Mozambique, Malawi — ont émis des avertissements voyage. Le Nigeria organise des vols d'évacuation pour plus de 130 de ses ressortissants après la mort de deux Nigériens aux mains des forces de sécurité. Des mouvements anti-migrants — dont Operation Dudula, condamnée en 2025 pour avoir empêché des étrangers d'accéder aux services publics — instrumentalisent les frustrations économiques.

Sources — Présidence sud-africaine, lettre ouverte du 11 mai 2026 ; ministère nigérian des Affaires étrangères ; UNHCR ; Daily Maverick.

D. Lettonie — la chute d'un gouvernement, le flanc est exposé

Le 14 mai 2026, la Première ministre lettone Evika Silina a annoncé sa démission après l'effondrement de sa coalition. La cause : la gestion d'intrusions de drones ukrainiens dans l'espace aérien letton, dont l'une, le 7 mai, s'est terminée par l'écrasement d'un appareil sur un dépôt de carburant. Le ministre de la Défense avait démissionné quatre jours plus tôt. Frontalière de la Russie, la Lettonie est en première ligne du flanc est de l'OTAN.

Sources — Gouvernement letton, communiqué du 14 mai 2026 ; NATO StratCom ; Reuters.

À nos portes

Trois sujets français qui méritent qu'on s'y arrête.

A. Fin de vie — l'asymétrie

Pour la deuxième fois, le Sénat a rejeté la proposition de loi créant un droit à l'aide à mourir. Lundi 11 mai, l'article 2 — la clé de voûte du texte — est repoussé en séance. Mardi 12 mai, après avoir supprimé un à un les autres articles, la chambre haute rejette l'ensemble. En première lecture, le 28 janvier, elle l'avait déjà refusé par 181 voix contre 122. L'Assemblée nationale, elle, a adopté ce texte deux fois. Une commission mixte paritaire — sept députés, sept sénateurs chargés de trouver un compromis — doit être convoquée, mais le consensus paraît hors d'atteinte. Si elle échoue, le gouvernement peut donner le dernier mot aux députés ; en attendant, rien n'avance pour les personnes en fin de vie qui demandent ce droit.

...

Le même lundi 11 mai, en revanche, la loi sur l'accès aux soins palliatifs a été adoptée définitivement, à 325 voix contre 18. Elle élargit la notion en « accompagnement et soins palliatifs », crée une nouvelle catégorie d'établissement médico-social — les « maisons d'accompagnement » — et confie aux agences régionales de santé un pilotage territorial. Le droit opposable initialement prévu a toutefois été supprimé en route. La Cour des comptes rappelait en 2023 que 48 % seulement des besoins en soins palliatifs étaient pourvus en France ; 19 départements n'avaient encore aucune unité en mars 2025. Un volet du chantier avance ; l'autre, qui changerait la vie de personnes en grande souffrance, reste bloqué par la majorité sénatoriale.

Sources — Sénat, scrutins publics des 11 et 12 mai 2026 ; Assemblée nationale ; Cour des comptes, rapport de juillet 2023 ; ministère de la Santé.

B. Fraudes sociales et fiscales — le déséquilibre

Le 11 mai 2026, le Sénat a adopté définitivement par 244 voix contre 99 le projet de loi contre les fraudes sociales et fiscales, après l'accord trouvé en commission mixte paritaire fin avril. Le texte, passé de 27 à plus d'une centaine d'articles au fil de la navette, élargit substantiellement les pouvoirs de France Travail, qui pourra suspendre à titre conservatoire des allocations chômage en présence d'« indices sérieux de manœuvres frauduleuses » — avant toute condamnation. La suspension est plafonnée à trois mois et un recours est possible. Le texte renforce aussi l'encadrement des arrêts maladie et crée une « flagrance sociale » pour les entreprises soupçonnées de travail dissimulé. Objectif affiché par l'exécutif : 1,5 milliard d'euros de recettes annuelles. Le Haut Conseil des finances publiques avait, dès l'automne, jugé cette prévision « pas crédible ». Selon le Haut Conseil du financement de la protection sociale, la fraude sociale représenterait un manque à gagner d'au moins 13 milliards d'euros par an. Les évaluations courantes de la fraude fiscale, elles, sont environ dix fois supérieures. Le texte s'intitule « fraudes sociales et fiscales » ; son volume et ses dispositifs portent sur la première.

Sources — Sénat, scrutin du 11 mai 2026 ; Haut Conseil du financement de la protection sociale ; Haut Conseil des finances publiques.

C. CBD alimentaire — l'interdiction européenne entre en vigueur

Le vendredi 15 mai 2026 est entrée en vigueur une mesure européenne interdisant la vente de produits alimentaires contenant du cannabidiol (CBD). Tisanes, huiles, infusions, confiseries, gommes — toute une filière qui s'était développée ces cinq dernières années en France et en Europe se retrouve hors-la-loi. Les producteurs et commerçants spécialisés, dont les ventes françaises atteignaient plusieurs centaines de millions d'euros annuels, dénoncent une décision prise sans concertation et sans calendrier transitoire. La mesure ne concerne pas les autres usages du CBD (cosmétique, e-liquides), encadrés séparément. La filière hexagonale du chanvre regroupait, selon le syndicat professionnel, plus d'un millier d'entreprises.

Sources — Commission européenne ; Syndicat professionnel du chanvre français.

Comment va la planète

Deux nouvelles du climat et du vivant.

A. PFAS — l'ONU épingle la France

Le 12 mai 2026, quatre rapporteurs spéciaux des Nations Unies — sur les substances toxiques, l'environnement, l'eau, l'alimentation — ainsi que le Groupe de travail sur les entreprises et les droits humains, ont rendu publiques des lettres d'allégation envoyées le 13 mars à l'État français, à Arkema France et à Daikin Chemicals France. Les experts onusiens expriment leur « plus vive préoccupation » quant aux effets sur les droits humains de la pollution aux PFAS — composés perfluorés persistants, dits « polluants éternels » — dans la vallée de la chimie au sud de Lyon : environ 200 000 personnes concernées dans 110 communes du Rhône, de la Loire et de l'Isère. La lettre déplore que « les autorités publiques françaises n'aient pas appliqué rapidement le principe de précaution » dans « la région la plus contaminée de France ». C'est la première fois que des représentants de l'ONU mettent en cause publiquement la gestion française des PFAS. C'est aussi la première fois que le rôle de l'État est officiellement interrogé. État et entreprises ont 60 jours pour répondre. Arkema France a déjà rétorqué que le courrier contient « de nombreuses allégations factuellement inexactes ». Quatre ans, jour pour jour, après le déclenchement public du scandale.

Sources — OHCHR (Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme), lettres d'allégation publiées le 12 mai 2026 ; Notre Affaire à Tous ; Le Monde ; France Info.

B. Climat et guerres — la corrélation établie

Le 11 mai 2026, les Proceedings of the National Academy of Sciences ont publié une étude reliant statistiquement chocs climatiques et conflits armés sur la période 1950-2023. L'équipe, dirigée par Justin Mankin (Dartmouth College), établit que certaines anomalies — sécheresses associées à El Niño, variations du dipôle de l'Océan Indien (oscillation cyclique des températures de l'océan tropical) — augmentent significativement le risque d'éclatement ou d'aggravation d'un conflit, en particulier dans les régions où les conditions politiques, économiques et institutionnelles sont déjà tendues. L'étude ne dit pas que le climat fait la guerre. Elle montre qu'il pèse sur la balance, parfois lourdement. À l'heure où l'Afrique du Sud expulse, où le Soudan en est à sa quatrième année de guerre civile, où la vallée du Nil tremble, où les déplacements liés à des sécheresses prolongées se comptent en dizaines de millions, le travail invite à reconnaître ce que longtemps les sciences politiques avaient ignoré : la météo des décennies à venir n'est pas un décor, c'est un acteur.

Sources — Proceedings of the National Academy of Sciences (PNAS), publication du 11 mai 2026 ; Dartmouth College.

Sciences & idées

Deux moments sur lesquels s'arrêter.

A. SOPK → PMOS, onze ans pour changer un mot

Le 12 mai 2026, The Lancet a publié, conjointement avec l'Endocrine Society et l'université Monash (Australie), un consensus international rebaptisant le « syndrome des ovaires polykystiques » (SOPK) en Polyendocrine Metabolic Ovarian Syndrome — PMOS. La décision conclut onze années de débats, 22 000 personnes consultées dans le monde — patientes, cliniciens, chercheurs, associations — sous la direction de la professeure Helena Teede (Monash). Trois ans de transition sont prévus pour mettre à jour les classifications internationales.

...

Le changement n'est pas cosmétique. D'une part, le terme « polykystique » est inexact : il ne s'agit pas de kystes mais de follicules arrêtés. D'autre part, centrer le nom sur les ovaires a contribué à des décennies de sous-diagnostic d'une affection en réalité multisystémique — endocrinienne, métabolique, dermatologique, psychologique. Selon l'OMS, 70 % des cas restent aujourd'hui non diagnostiqués sur les quelque 170 millions de personnes concernées dans le monde, soit une femme sur huit en âge de procréer. Que dit l'inertie d'une nomenclature mal choisie pendant près d'un siècle ? Sans doute quelque chose sur la lenteur avec laquelle la médecine moderne a reconnu qu'un trouble portant sur des corps féminins pouvait être autre chose qu'un problème de gynécologie. 22 000 voix sur onze ans auront été nécessaires pour faire bouger une catégorie.

Sources — The Lancet ; Endocrine Society ; Monash Centre for Health Research and Implementation, communiqué du 12 mai 2026 ; OMS.

B. Le plus grand dinosaure d'Asie du Sud-Est, en Thaïlande

Le 14 mai 2026, la revue Scientific Reports a publié la description d'une nouvelle espèce de dinosaure sauropode, baptisée Nagatitan chaiyaphumensis — naga pour le serpent du folklore d'Asie du Sud-Est, titan pour la mythologie grecque, chaiyaphumensis pour la région des fossiles. 27 mètres de long, 27 tonnes : le plus grand dinosaure jamais découvert en Asie du Sud-Est, et la 14^e espèce identifiée en Thaïlande, désormais troisième pays d'Asie le plus riche en fossiles. La bête vivait il y a 100 à 120 millions d'années, bien avant le Tyrannosaurus rex. Les fouilles ont duré dix ans.

...

Détail réflexif qui ne demande qu'à être noté : le nagatitan a évolué pendant une période où le CO₂ atmosphérique était élevé et les températures mondiales hautes. Les sauropodes prospéraient alors comme jamais. Notre époque, qui s'éloigne rapidement des conditions climatiques de l'Holocène, regarde donc ressusciter ses propres futurs antédiluviens — pas exactement les mêmes, mais issus du même type de mécanique : un climat qui change, et avec lui, ce qui peut vivre dessus.

Sources — Scientific Reports, publication du 14 mai 2026 ; University College London ; université de Mahasarakham.

Culture I

Lire & penser — une séquence qui prend forme.

A. Six cents signatures, et la riposte d'un actionnaire

Le 11 mai 2026, à la veille de l'ouverture du Festival de Cannes, 600 professionnels du cinéma ont signé dans Libération une tribune dénonçant l'« emprise grandissante » de Vincent Bolloré sur la chaîne de production cinématographique française. Le contexte immédiat : l'acquisition par Canal+, en octobre 2025, de 34 % du capital d'UGC, troisième réseau de salles français, avec option à 100 % d'ici 2028.

...

Ce mouvement n'est pas isolé. Trois semaines plus tôt, dans l'édition, 308 auteurs — parmi lesquels la lauréate du prix Nobel de littérature 2024 Han Kang, plusieurs Goncourt récents, des écrivains traduits en trente langues — appelaient à la création d'une « clause de conscience » pour les auteurs, sur le modèle de celle qui protège les journalistes depuis 1935. 170 d'entre eux ont quitté Grasset après l'éviction d'Olivier Nora, l'éditeur historique en poste depuis vingt-six ans.

...

Les chiffres du Centre national du cinéma donnent la mesure de la dépendance. En 2025, le groupe Canal+ a investi 155,6 millions d'euros dans le cinéma français, soit 42,9 % de l'ensemble des investissements des diffuseurs. Près de sept films français sur dix reçoivent un apport de chaîne pour boucler leur financement. Engagement annoncé pour 2025-2027 : 480 millions d'euros minimum.

...

C'est ce qui éclaire le silence des plus grands noms. Les signataires de la tribune sont, pour beaucoup, des figures économiquement indépendantes ou déjà sorties du système France-financé. Les visages que la presse populaire voit partout — ceux que Téléràma appelait en février les « Liste A », acteurs dont la seule présence au générique suffit à déclencher un préfinancement — ne signent pas. Le mécanisme n'est pas que capitalistique. Interrogé à l'ouverture de Cannes, le réalisateur Pierre Salvadori rappelait que les plateformes mondiales imposent leur droit de regard sur l'œuvre par contrat : « vous n'aurez pas le final cut » — c'est-à-dire le droit de signer le montage final du film. Ce que la sociologie du travail intellectuel décrit depuis des décennies comme autocensure structurelle joue ici à plein. Personne n'a besoin de proférer la menace pour que chacun connaisse l'arithmétique.

...

Le mécanisme dénoncé par la tribune s'est démontré aussitôt. Dimanche 16 mai, en marge du Festival de Cannes, Maxime Saada, président du directoire de Canal+, a annoncé que son groupe ne travaillerait plus avec les signataires : « Je ne travaillerai plus avec les gens qui ont signé cette pétition. » Le collectif Zapper Bolloré, à l'origine de la tribune, y voit la confirmation de ses craintes : un actionnaire « contre lequel il est désormais officiellement impossible de s'exprimer ».

Sources — Libération, tribune du 11 mai 2026 ; Centre national du cinéma, observatoire 2025 ; La Tribune Dimanche, tribune du 20 avril 2026 ; AFP et Le Film français, déclarations du 16 mai 2026.

Culture II

Voir & écouter — Cannes, l'Eurovision, et leurs polémiques.

A. Cannes — trois ovations, trois cinémas

Jeudi 14 mai 2026, la 79^e édition du Festival de Cannes a livré trois temps forts en compétition officielle. *Fatherland* de Pawel Pawlikowski a recueilli une ovation de six minutes pour sa première mondiale. Le film raconte la famille de l'écrivain Thomas Mann dans l'Allemagne dévastée de 1949 : Sandra Hüller en Erika, fille du romancier, Hanns Zischler en Thomas Mann. La presse spécialisée donne déjà Sandra Hüller favorite pour le prix d'interprétation.

...

Le même soir, *Récits parallèles* du cinéaste iranien Asghar Farhadi a été ovationné cinq minutes et demie. Premier film en français du double oscarisé depuis son retour à Cannes en 2021 (*A Hero*, Grand Prix), le drame réunit Isabelle Huppert, Catherine Deneuve, Virginie Efira, Vincent Cassel, Pierre Niney et Adam Bessa autour d'une romancière espionnant ses voisins.

...

Plus tard dans la soirée, *Karma* de Guillaume Canet, avec Marion Cotillard, a également été ovationné, le réalisateur visiblement ému.

...

Détail à glisser sans le surligner : Pierre Niney, l'un des visages que *Télérama* avait épinglés dans son enquête de février sur la « Liste A » des acteurs « bankables », se trouve précisément au générique du film le plus ovationné de la semaine. La concentration des financeurs a, jusque sur la Croisette, ses corollaires visibles.

Sources — Festival de Cannes, sélection officielle 2026 ; *Variety* ; *The Hollywood Reporter* ; *AlloCiné*.

B. Eurovision — la Bulgarie, sur fond de boycott

Samedi 16 mai 2026, la 70^e édition du concours Eurovision s'est tenue à Vienne (Autriche). La Bulgarie a remporté sa toute première victoire avec *Bangaranga* de Dara Yotova — titre dont le mot signifie « rébellion » en patois jamaïcain — totalisant 516 points devant Israël (343 points). Dans la salle, l'annonce des résultats israéliens a été huée, la vainqueur ovationnée. L'édition restera marquée par un boycott historique : cinq diffuseurs publics — Espagne, Irlande, Pays-Bas, Islande, Slovénie — se sont retirés en protestation contre la participation d'Israël ; 35 pays sont restés en lice. Dans les rues de Vienne, des milliers de personnes ont manifesté sous la pluie au cri de « Pas de podium pour le génocide ». La Bulgarie accueillera l'édition 2027.

Sources — Union européenne de radio-télévision (UER) ; *France Info* ; *Slate.fr* ; AFP.

Sport & exploits

Deux mouvements à suivre.

A. Venus Williams reviendra à Roland-Garros, à quarante-cinq ans

Le 13 mai 2026, les organisateurs de Roland-Garros ont annoncé l'engagement, en double dames, de Venus Williams, 45 ans, sept titres en Grand Chelem en simple — dont aucun à Paris — et 14 en double. Elle évoluera aux côtés de l'Américaine Hailey Baptiste, 24 ans. Ce sera son 24^e Roland-Garros, vingt-six ans après son premier.

...

L'événement n'est ni anecdotique ni sentimental. À ce niveau de longévité, le retour est un fait sportif rare. Le tableau réunit cette année des trajectoires sans équivalent : la dernière apparition annoncée du finaliste suisse Stan Wawrinka, 41 ans, trois finales parisiennes ; le forfait du double tenant du titre Carlos Alcaraz, blessé au mollet ; la polémique sur la dotation des joueurs portée par un collectif inédit de 130 professionnels. Le tournoi s'ouvre le dimanche 24 mai, sept jours après ces lignes.

Sources — Fédération française de tennis, communiqué du 13 mai 2026 ; WTA ; Roland-Garros.

B. Kylian Mbappé reprend la parole politique

Le mardi 12 mai 2026, à un mois de l'ouverture de la Coupe du monde aux États-Unis, le magazine américain Vanity Fair a publié un long entretien avec Kylian Mbappé, capitaine de l'équipe de France de football. Le joueur y exprime son inquiétude face à la perspective d'une victoire du Rassemblement national à la présidentielle de 2027 : « Je sais ce que ça signifie et quelles conséquences cela peut avoir pour mon pays lorsque des gens comme eux arrivent aux commandes. » Le capitaine refuse l'idée qu'un footballeur « devrait se contenter de jouer et se taire », et revendique sa parole de citoyen.

...

La séquence n'est pas inédite : en juin 2024, à la veille de l'Euro, Kylian Mbappé avait déjà qualifié la progression du parti d'extrême droite de « catastrophique » et appelé les jeunes à voter. À l'époque, Jordan Bardella avait rétorqué que ce « multimillionnaire » qui « se balade en jet privé » avait peu de leçons à donner « à des gens qui n'arrivent plus à boucler les fins de mois ». La même formule est revenue cette semaine, à un mot près.

...

Vendredi 15 mai, le maire de Paris Emmanuel Grégoire a publiquement soutenu « la légitimité de s'exprimer politiquement » de Kylian Mbappé. La question demeure, ancienne et française : l'athlète a-t-il droit de cité dans la discussion politique, ou doit-il se taire ? Le capitaine de la sélection nationale, à un mois de représenter le pays sur le terrain, a tranché à voix haute.

Sources — Vanity Fair, édition américaine, entretien du 12 mai 2026 ; France Info ; AFP.

L'ANALYSE DE LA SEMAINE

Resserrement.

Pour la finale de la Coupe du monde 2026, les meilleures places coûtent 33 fois plus qu'en 2014. Dans l'énergie, l'accès à la transition coûte désormais 10 000, 15 000, 50 000 euros. Ce que les économistes mesurent en inégalités, ce que les sociologues décrivent en exclusion, est en réalité un mouvement — et il a un nom. Mesure propose un mot qu'il faudrait peut-être réhabiliter pour penser notre époque.

1. L'image

Le 19 juillet 2026, au MetLife Stadium d'East Rutherford dans le New Jersey, se jouera la finale de la Coupe du monde de football. Les meilleures places coûteront 32 970 dollars. À la finale de 2014, au Maracanã de Rio, le tarif officiel le plus élevé ne dépassait pas 1 000 dollars. En douze ans, le prix d'accès à l'événement le plus regardé du sport mondial a été multiplié par trente-trois.

Le contraste est d'autant plus net que la demande, elle, explose. La FIFA a reçu 500 millions de demandes de billets pour 2026, contre 50 millions cumulés pour les Coupes 2018 et 2022. Soit dix fois plus de personnes qui veulent voir, et trente-trois fois plus cher pour celles qui pourront.

Cette finale ne sera pas inaccessible parce qu'il n'y a pas de stade. Le MetLife Stadium peut accueillir 82 500 spectateurs. Elle sera inaccessible parce qu'on a décidé qu'elle le serait. Ce qui s'appelait jadis le « jeu du peuple » se retire progressivement de la portée du peuple. Et il ne se retire pas tout seul.

2. La transition aussi

Ce que la finale dit du sport, l'énergie le dit du quotidien. Selon l'Institut de l'économie pour le climat (I4CE), le surcoût d'une voiture électrique par rapport à une thermique équivalente avoisine 10 000 euros pour un ménage moyen. Une pompe à chaleur, 15 000 euros d'investissement hors aides. Une rénovation énergétique complète d'une maison, 50 000 euros, pour un dispositif d'aides qui couvre en pratique une fraction.

À mettre en regard : la médiane de l'épargne des ménages français — soit la somme dont la moitié des Français disposent au plus — s'établit, selon l'Insee, autour de 7 000 euros.

La transition énergétique, présentée par tous les pouvoirs publics comme un impératif collectif et un bien commun, est devenue, pour une majorité de ménages, un produit premium. On peut basculer si l'on en a les moyens — et à cette condition seulement. Les autres regarderont passer la transformation depuis le bord du chemin, en continuant à payer le carburant fossile, l'isolation défailante, la voiture qui vieillit.

Sport, énergie. Deux secteurs, deux logiques apparemment distinctes. Et pourtant, derrière les chiffres, un seul mouvement.

3. Le mécanisme

Le resserrement n'est pas un phénomène naturel. Il est le résultat de décisions — de positionnement marketing pour les acteurs privés, de politique tarifaire pour les organisations sportives comme la FIFA, de calibrage budgétaire pour les pouvoirs publics qui subventionnent la transition à hauteur d'une fraction de son coût réel.

Les chiffres confirment l'ampleur du mouvement. Selon la Réserve fédérale américaine, au troisième trimestre 2025, le 1 % des Américains les plus riches détenaient 32 % de la richesse privée nationale — contre 23 % en 1989. Une étude du cabinet Bain et de la fondation italienne Altagamma, publiée en avril 2026, documente l'autre versant : entre 2022 et 2024, le marché du luxe a perdu 50 millions de consommateurs. Pas par appauvrissement — par éviction. Les marques se sont retirées du segment « accessible » pour cibler le très haut.

Ce qui paraît distribué entre des secteurs distincts — sport, énergie, luxe, culture, immobilier — partage un mécanisme : les options se réduisent pour la majorité, se multiplient pour une minorité. La concentration des financeurs, des patrimoines, des biens accessibles sont les faces d'un même mouvement. Et le mouvement, pris isolément, on ne le voit pas.

4. Le mot qui manque

Notre vocabulaire est rempli de termes qui décrivent ce que ce mouvement produit : inégalités, exclusion, précarité. Mais aucun ne dit le mouvement lui-même. Inégalités mesure une distribution figée à un instant ; exclusion nomme une position finale ; précarité qualifie une condition installée. Aucun ne désigne ce qui se passe en amont : la fermeture progressive de ce qui était ouvert.

Nous connaissons aussi le mot gentrification, forgé par la sociologue britannique Ruth Glass en 1964 pour décrire le retrait d'un quartier face à l'arrivée des classes aisées. Mais la gentrification reste un mot spatial, urbain, à agent identifié — il faut des gentrificateurs. Elle ne dit pas ce qui se passe quand un bien collectif se ferme sans déplacement géographique. Il faut un mot plus large.

Le mot existait. Au XIX^e siècle, le resserrement avait un sens économique précis. Le Littré de 1880 le donne ainsi : « le resserrement de l'argent, sa moins grande circulation, causée par les craintes qu'éprouvent les capitalistes dans les temps de discrédit. » Voltaire, Saint-Simon, Sainte-Beuve l'employaient. L'étymologie éclaire tout : resserrement vient du latin serrare — fermer à clé, cousin de serrure. Ce qui se resserre, c'est ce qui se ferme. Ce qui devient inaccessible parce qu'on en a tourné la clé.

5. Ce que le mot rend possible

Nommer ne fait pas l'action. Mais nommer mal empêche d'agir.

Tant que la finale du Mondial à 32 970 dollars est lue comme une « inflation » ou une « segmentation tarifaire », elle reste un phénomène économique abstrait, où personne n'est responsable. Quand on dit que le sport se resserre, on désigne un mouvement, donc un agent, donc une responsabilité. Le mot permet aussi de voir la convergence : le silence des artistes français face à la concentration des financeurs (notre Culture I de ce numéro) participe du même mouvement que les billets de Coupe du monde. La fermeture est partout — et c'est pour cela qu'il faut un mot qui la nomme partout.

Ce que Mesure propose pour la suite : resserrement comme outil d'analyse pour les semaines à venir. Le journal le testera, le précisera. Serrare — fermer à clé. Une fois la clé identifiée, on peut au moins commencer à se demander qui la tient.

— J/G, rédacteur.

LA MESURE

Un chiffre, son contexte, sa portée.

0,38 %

Projet de loi de finances 2026 ; projections du Trésor.

La part du revenu national brut français consacrée à l'aide publique au développement — l'aide d'État aux pays moins riches — en 2026. C'est la cinquième baisse consécutive en moins de deux ans : deux milliards d'euros de moins depuis 2024, soit dix-huit pour cent en un an. L'objectif inscrit dans la loi de programmation de 2021 était de 0,7 %. La même semaine, à Nairobi, la France annonçait 14 milliards d'euros d'investissements privés en Afrique. Moins d'aide publique, plus d'investissement ciblé — le mot pour ce mouvement existe ; il est ailleurs dans ce numéro.

À propos de Mesure.

Le journal

Mesure. est un journal hebdomadaire indépendant qui paraît chaque dimanche. Il propose une lecture de l'actualité de la semaine — française, internationale, scientifique, culturelle, sportive — selon un angle personnel choisi et assumé. Le choix des sujets, leur hiérarchisation, le ton, les formulations : tous ces gestes éditoriaux sont des choix faits depuis un point de vue. Il serait malhonnête de les présenter comme une vue de nulle part. Mesure. ne prétend pas à la neutralité ; il promet la rigueur factuelle et la transparence sur ses choix.

La règle est simple, et elle a un peu plus d'un siècle : « Comment, c'est libre, mais les faits sont sacrés. Le journaliste honnête ne suit pas seulement ses inclinations naturelles, il fait son métier. » — C. P. Scott, Manchester Guardian, 1921.

Une rédaction, deux voix

Mesure. est rédigé par J/G, avec l'assistance d'un grand modèle de langage. Cette assistance est utilisée pour la collecte d'informations factuelles, la vérification croisée des sources, la mise en forme préliminaire de certains paragraphes.

Toutes les informations publiées font l'objet d'une double source primaire systématiquement vérifiée par J/G avant publication. Les chiffres sont remontés à leur source originelle (institution, étude, communiqué officiel) — pas à des reformulations secondaires, pas à des agrégateurs. Quand un chiffre flotte sans source primaire identifiable, il n'est pas publié.

Aucun texte n'est publié tel que produit par un modèle de langage. Toutes les phrases sont relues, retravaillées et validées par J/G en tant que rédacteur. La signature « — J/G » engage personnellement.

Discipline éditoriale

Trois règles que Mesure. s'impose, et qui définissent ce que sa « mesure » veut dire concrètement.

Les faits sont sacrés. Tout chiffre, toute citation, toute affirmation factuelle est vérifiée à la source primaire avant publication. Cette règle s'applique aux brèves comme à l'analyse, et ne souffre pas d'exception.

Les forces plutôt que les personnes. Mesure. parle prioritairement des partis, des mouvements, des courants et des institutions plutôt que des individus qui les incarnent à un moment donné. Les personnes sont nommées quand la clarté l'exige, sans plafond strict, mais le journal garde son cap : ce qui se joue dépasse les noms.

Les niveaux séparés. Les rubriques d'information rapportent les faits, les hiérarchisent selon la ligne du journal, mais ne les commentent pas. Les analyses, signées, prennent position et défendent une thèse. Le lecteur sait à chaque instant qui parle, depuis où, et pour dire quoi.

Un journal qui évolue

Mesure. n'est pas figé. La périodicité, le choix des rubriques, la mise en page, les règles éditoriales énoncées plus haut : tout cela est susceptible d'évoluer au gré des numéros, des retours de lecteurs, des sujets qui se présentent. Quand un changement de fond est décidé, il sera explicité dans le numéro qui le porte. Un journal qui ne change pas, à dix ans d'écart, est un journal qui a cessé de regarder le monde.

Erreurs et corrections

Toute remarque, correction, signalement d'erreur factuelle est lu et pris au sérieux. Si une information publiée dans ces pages s'avère erronée, une correction sera publiée dans le numéro suivant, sans détour.